

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Conseil municipal
du 23 septembre 2026 à 19h,
réuni en l'Hôtel de Ville,
sous la présidence de
Monsieur Gabriel MELAÏMI, Maire
Date de convocation : 17 septembre 2026

Conseillers en exercice : 33
Conseiller présents : 26
Nombre de pouvoirs : 6
Nombre de votants : 32

Etaient présents :

Gabriel MELAÏMI, Francis LEFEVRE, Gabriela MIDA, Christophe GUILLEMIN, Véronique DEHAME ROUSSEAU, Robin MENOT, Patrick ROUSSEAU, Dominique FAIVRE, Daniel DECLEIR, Ibrahima SAID ALI, Benoît PROFFIT, Michèle ZAJDMAN, Françoise LUZZI, Thierry PREVOT, Giuseppa RADER, Christelle VAN HOOTEGEM, Stéphane MONTREUIL, Yannick BREAVOINE, Victoria COWLESSUR, Nicolas NOYALET, Stéphanie ALLART, Damien JAUREGUY, Michel SPEMENT, Virginie DOUAT, Pierre-Marie JUMEAUCOURT, Eloïse PEYLE.

Absents ayant donné pouvoirs :

Tonia VIVIEN, pouvoir à Véronique DEHAME ROUSSEAU, Marie-Line DOMESOR, pouvoir à Victoria COWLESSUR, Bérangère MELON, pouvoir à Thierry PREVOT, Françoise NIVASSE pouvoir à Michel SPEMENT, Catherine SCHMITT LECOMTE pouvoir à Virginie DOUAT, Thierry GALIN, pouvoir à Pierre-Marie JUMEAUCOURT.

Est désigné secrétaire de séance : Thierry PREVOT

**DEL 2026-09-04
RECOURS AU MECENAT ET AU PARRAINAGE
DELIBERATION CADRE**

Rapporteur : Gabriel MELAÏMI, Maire

Vu la loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les dispositions des articles L.2121-29, et L.2541-12,

Vu le Code général des impôts (CGI), notamment les dispositions de l'article 238 bis,

Vu l'Instruction fiscale 4C-5-04 n° 112 du 13 juillet 2004 relative « aux frais et charges, mesures en faveur du mécénat, versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général »,

Considérant que la Commune souhaite recourir au mécénat ou parrainage (« sponsoring ») pour dégager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint,

Le mécénat se définit comme « le soutien matériel apporté par une personne physique ou morale, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général ».

Il prend les formes suivantes :

- le « mécénat financier », soit le versement d'un don en numéraire (par virements uniquement),
- le « mécénat en nature », soit la mise à disposition ou le don d'un bien mobilier ou immobilier, la fourniture de marchandises en stock, la fourniture, à titre gratuit, de prestations de services réalisées par l'entreprise dans le cadre de son activité,
- le « mécénat de compétences », soit la mise à disposition, à titre gratuit, de compétences de l'entreprise vers le bénéficiaire, par le biais de salariés, volontaires et intervenant sur leur temps de travail.

L'engagement par le mécénat permet ainsi d'impliquer les particuliers et les acteurs économiques locaux autour de plusieurs axes de développement qui, pour la Ville, constituent des enjeux importants, actuels et à venir, pour la qualité de vie et l'attractivité du territoire :

- ENVIRONNEMENT : la transition écologique et la lutte contre le réchauffement climatique ;
- PATRIMOINE : la valorisation du patrimoine culturel ;
- EVENEMENTIEL : le développement des grands événements ;
- CULTURE : la programmation des événements culturels, la restauration d'œuvres ;
- SPORTS : la construction d'équipements sportifs, le soutien aux équipes, clubs et aux jeunes sportifs de la commune ;
- NUMERIQUE et INNOVATION : acquisition de matériel et logiciels inhérents aux nouvelles technologies ;
- EDUCATION : la construction ou l'adaptation de bâtiments scolaires, l'acquisition de matériel scolaire et, le financement de voyages ou projets pédagogiques.

Les collectivités locales sont confrontées à des contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes.

La démarche de mécénat facilite ainsi l'apport de ressources nouvelles et conforte l'association des particuliers et acteurs économiques aux projets. Les collectivités locales sont éligibles au mécénat qui donne droit à un avantage fiscal pour le mécène.

Par conséquent, la Ville de Crépy-en-Valois, souhaite développer la démarche de mécénat pour dégager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint.

Elle le fera en partenariat avec l'ensemble des acteurs du développement économique, dans la valorisation et la promotion de diverses actions et/ou projets présentant un intérêt général de ces collectivités, à travers l'acte de don.

Par ailleurs, la Commune souhaite également développer le recours au parrainage. Il permet au parrain d'apporter « un soutien matériel en vue d'en retirer un bénéfice direct ».

Le parrainage répond à une démarche commerciale explicite et raisonnée et est l'opportunité de rapprocher des univers différents, de générer des collaborations inédites, au bénéfice du bien commun.

Pour encadrer et sécuriser sa pratique du mécénat et du parrainage, la Commune a établi des modèles de convention, joints à la présente délibération, relatifs aux différents types de mécénat, et au parrainage.

Ces conventions définissent notamment le mécénat et le parrainage comme reposant sur une vision et des objectifs partagés, un respect mutuel et des devoirs réciproques entre le mécène ou le parrain et son bénéficiaire.

Considérant les projets culturels, sportifs, environnementaux, patrimoniaux, numériques, éducatifs et événementiels de Crépy-en-Valois,

Considérant l'intérêt pour la Commune de faire participer les entreprises et les particuliers aux projets de la collectivité,

Le rapporteur propose au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le recours au mécénat et au parrainage (sponsoring) pour développer les projets culturels, sportifs, environnementaux, patrimoniaux, éducatifs, numériques et événementiels de la Commune,
- Approuver la charte éthique relative au mécénat et au parrainage, jointe à la présente délibération,
- Autoriser le Maire à signer la charte éthique, qui sera annexée à chaque convention de mécénat ou de parrainage,
- Approuver les modèles de convention, joints à la présente délibération, à conclure avec les entreprises pour :
 - le mécénat financier,
 - le mécénat en nature,
 - le mécénat de compétence,
- Approuver le modèle de convention de parrainage, joint à la présente délibération, proposé aux entreprises pour la formalisation de leur participation auprès de la Commune,
- Autoriser le Maire et le premier-adjoint au Maire à signer les conventions, ainsi que tout avenant qui en découlerait, pour les projets de mécénat portés par la Ville pour lesquels le montant du mécénat est inférieur ou égal à 5.000 €,
- Préciser que pour les mécénats supérieurs à ce seuil, le Conseil municipal sera appelé à délibérer spécifiquement pour autoriser la signature de la convention,
- Autoriser le Maire et le premier-adjoint au Maire à signer les reçus fiscaux,
- Préciser que les recettes seront imputées aux articles correspondants du budget général de la Commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve à la majorité des suffrages exprimés la proposition du rapporteur.

3 voix contre : Pierre-Marie JUMEAUCOURT, Thierry GALIN, pouvoir à Pierre-Marie JUMEAUCOURT, Eloïse PEYLE.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Ont signé au registre les membres présents.
Pour copie certifiée conforme,
A Crépy-en-Valois, le 23 septembre 2026.

Publié sur le site internet
de la commune
le : 29 SEP. 2026

Thierry PREVOT
Secrétaire de séance



Gabriel MELAÏMI,
Maire de Crépy-en-Valois
1^{er} Vice-président de la CCPV



INFORMATIONS – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération, régulièrement affichée et transmise au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télécours citoyen accessible par le biais du site : www.telercours.fr.

Accusé de réception en préfecture
060-216001750-20260923-DEL2026-09-04-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune dans le même délai.